



Situation sociale chez GFI :

Après la région Ouest qui s'était mobilisée la première (voir tracts Sud Solidaires d'avril et de mai 2005), d'autres régions ou entités se sont manifestées : Rhône-Alpes, Progiciels (Reims), Industries (plateforme Renault). Des actions ont eu lieu (signatures de pétitions, cahiers de doléances, assemblées générales, voir grèves pour certains). Même si dans les autres régions et les autres entités du Groupe il ne s'est encore rien passé, cela ne veut pas dire que le mécontentement exprimé ici où là n'existe pas aussi chez eux.... Donc affaire à suivre comme le lait sur le feu. En ce qui nous concerne au syndicat Sud Solidaires, nous continuerons notre travail et resterons très attentifs et proches des attentes et revendications des salariés du Groupe GFI Informatique.

En Rhône-Alpes :

Il aura fallu 5 assemblées générales sur Grenoble et autant sur Lyon, une réunion paritaire avec la participation de Yann Tréal et Jacques Poupon, une journée de débrayage le 13 mai 2005 suivie par environ une centaine de salariés de la région (sur 400) pour trouver enfin une issue « acceptable » et répondre en partie au mécontentement exprimé par les salariés de la région Rhône-Alpes. Beaucoup d'énergie, de négociations (officielles et officieuses), beaucoup de coups de téléphone, afin de trouver une solution « honorable » permettant à tous de sortir dignement d'une situation conflictuelle. Cette « grogne » se cristallisait sur la politique salariale, mais elle abordait plus généralement les conditions de traitement des collaborateurs depuis plusieurs années : non-gestion des carrières, la formation, les pressions de toutes sortes sur la prise de congés, sur la mobilité géographique, les inter-chantiers etc. Grâce à la mobilisation des gens, grâce à leur sérieux, grâce au soutien du syndicat Sud, grâce aussi à une prise de conscience du management (véritable électrochoc) une porte de sortie a pu être trouvée.

Ce que nous avons négocié et obtenu :

Effectif de référence : 395 personnes présentes au 1^{er} janvier 2004

Augmentations 2004 : 78 / Augmentations depuis le 1^{er} janvier 2005 : 44 / Augmentations d'ici fin 2005 : 200

Total : 322 sur 395 soit **81.5 %**. Pour les autres 395 - 322 = 73 personnes.

Pour celles-là, une prime de « patience » d'un montant de 120 euros (non-augmentés en 2001 et 2002) et de 100 euros (les non-augmentés de 2003) sera versée en octobre 2005.

Après des débats vifs et parfois houleux les 2 assemblées générales réunies le 7 juin 2005 ont décidé majoritairement d' «accepter » ces propositions, tout en restant très vigilants sur leurs mises en place effectives.

Industrie Distribution Services - Télécoms et Médias : Un sondage en cours

Suite au préavis de grève lancé pour le 1 juin 2005 sur la plate-forme Renault Partie CSC (Voir article du tract de la CGT), la quasi totalité des collaborateurs d'IDS - TM (Industrie Distribution Services - Télécoms et Médias) [Etablissement d'Issy-Les-Moulineaux] a reçu, par courrier postal, les « revendications de plate-forme Renault Partie CSC du 21/05/2005 » et les « revendications générales en 2005 selon la CGT et SUD SOLIDAIRES ».

Ils sont appelés à donner leur avis sur ces revendications mais aussi à exprimer leurs propres revendications, en envoyant un mail à l'adresse suivante : idsrevendication01@hotmail.fr.

L'ensemble des mails reçus sera regroupé pour constituer un « **cahier de doléances** » (Sans information permettant d'identifier le ou les différents auteurs), qui sera alors remonté vers la Direction d'IDS - TM et vers la DRH Groupe.

Au soir du 13/06/2005, 5 % des collaborateurs ont déjà envoyé un mail. Afin que chacun d'entre vous puisse s'exprimer, nous laisserons la boîte aux lettres OUVERTE JUSQU'AU 31 JUILLET 2005.

Merci de votre (forte) participation.

Avancées sur la mobilisation « Vendredi 13 » de GFI Progiciels

Le mouvement de grève du Vendredi 13 mai dans la plupart des agences de progiciels avec leur cahier de doléances anonymes et la liste de revendications, ont convaincu le Président Pierre Chiarelli et le DRH Jacques Poupon d'accorder en partie satisfaction à leurs requêtes : révision des situations des collaborateurs qui n'ont pas été augmenté depuis 1^{er} janvier 2001 (44 personnes), ensuite révision des 2002 et 2003, passage du forfait repas de 13,72 à 15 Euros, passage du barème IK de 0,31 unique à 0,33 ou 0,35 ou 0,36 en fonction de la puissance fiscale, lancement d'une étude pour élaborer des grilles de rémunération en fonction des échelles syntec,

reconnaissance des conditions d'une mauvaise organisation du travail pour certaines équipes, devant ces annonces, majoritairement le mouvement a été mis en veille en attente effective des réalisations.

Référendum : victoire du non.

Le projet de traité constitutionnel vient d'être rejeté par les électeurs français. L'Union Syndicale Solidaires se félicite de ce résultat.

Votre syndicat Sud Groupe GFI n'a pas quant à lui pas adopté de position officielle, ni donné de consigne de vote. Pourquoi ? Parce que l'actualité sociale a été très chargée à GFI ces derniers mois, et que nos élus et militants ont été très occupés dans les mouvements sociaux, notamment à tenter de négocier avec les directions locales et nationale pour obtenir la revalorisation du ticket restaurant et des frais de déplacement, et surtout de justes et nécessaires revalorisations salariales. Le temps nous a donc manqué pour organiser un débat interne, et notre règle démocratique nous interdit de prendre une telle décision sans l'accord de nos adhérents.

Indépendamment du résultat du scrutin, Sud Groupe GFI se réjouit donc de l'organisation d'un référendum populaire pour décider d'un sujet aussi important et surtout de la très forte participation des électeurs français, notamment des jeunes, comparée à celle des précédents référendums. C'est le signe du fort intérêt des citoyens pour un sujet fondamentalement politique.

Nous en retiendrons une leçon de démocratie : les citoyens doivent être écoutés et entendus !

Le « modèle » danois

Le taux de chômage est de 5,3 % au Danemark. Beaucoup plus faible qu'en France (Près de 10 %) donc. Il combine très grande flexibilité du travail et protection importante des salariés. Les employeurs ont une très grande facilité pour licencier. Mais les allocations chômage sont très importantes : 90 % du salaire antérieur pendant quatre ans avec un salaire minimum à 1400 euros.

De plus, tout chômeur se voit proposer dans l'année des emplois au même niveau de qualification et avec une rémunération équivalente. Des sanctions sont prévues s'il refuse ces offres d'emploi ou les formations proposées.

Le système est cogéré par les syndicats qui sont garants de la qualité des formations et des emplois proposés.

Mais, en France, le Medef et le gouvernement ne retiennent évidemment de ce système que la flexibilité et les sanctions pour les chômeurs !!!

La météo des plages : Temps de grêle ou temps de grève

Alors que les vacances d'été se rapprochent à grand pas (Elles ont même déjà commencé pour certains et certaines d'entre vous), il est temps de se préoccuper de la météo des plages [Océan + Mer + Rivière] :

- Région Nord : Rien à signaler actuellement,
- Région Grand Ouest : La baignade est, à nouveau, autorisée. Il existe, malgré tout, un micro climat sur la région de Toulouse,
- Région Est : Les cigognes sont arrivées. Tout va bien pour le moment,
- Région Rhône-Alpes : Le calme devrait revenir après de fortes agitations sur Lyon et sur Grenoble,
- Région Ile-de-France : **Paris Plage va bientôt ouvrir**. Mais la banlieue Sud a **essuyé** un préavis de temps **de grêle** début juin 2005 (Il fallait sortir avec son Gilet de sauvetage pour être protégé),
- Région Sud : Le temps se couvre. Les prévisions annoncées en début d'année ont du mal à être tenues.

Les Maîtres Nageurs de SUD SOLIDAIRES vous souhaitent d'agréables congés pour les deux mois à venir, tout en restant attentif à tous changements brutaux du climat (social, bien entendu !!!).

✂

Bulletin d'adhésion au syndicat **S. U. D. Groupe GFI**

NOM _____	Prénom _____
Date de naissance / / _____	Téléphone _____
Adresse _____	
Code postal _____	Ville _____
Agence _____	Qualification _____
Date / / _____	Signature _____

Solidaires
Unitaires
Démocratiques

Solidaires
Union syndicale

Retourner ce bulletin complété et signé à Serge Valy GFI 5 place Charles Béraudier 69003 LYON